

» PRESSE NATIONALE

Politique 

Fraternité-Matin

INVESTITURE DE DENIS SASSOU NGUESSO TIÉMOKO : MEYLIET KONÉ A REPRÉSENTÉ LE CHEF DE L'ÉTAT

Le vice-Président, Tiémoko Meyliet Koné a regagné Abidjan. Il est de retour du Congo après avoir représenté le Président de la République, Alassane Ouattara, à la cérémonie de prestation de serment de Denis Sassou Nguesso, réélu Président de la République du Congo en mars 2026. La prestation de serment de Sassou Nguesso s'est tenue en présence d'une douzaine de Chefs d'Etat et de gouvernement ainsi qu'un nombre important de dirigeants africains. Le vice-Président, Tiémoko Meyliet Koné, en marge de cette cérémonie solennelle haut en couleur, s'est entretenu avec le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain chargé de la population, des réfugiés et des migrations, Christian Ehrhardt. Leurs échanges ont porté sur la coopération ivoiro-américaine et le leadership de la Côte d'Ivoire dans la sous-région ouest-africaine. Son retour au pays, après sa participation à cette cérémonie, au nom du Chef de l'Etat ivoirien, illustre la qualité de la relation entre la Côte d'Ivoire et la République du Congo.

LEMANDAT

152E ASSEMBLÉE DE L'UIP À ISTANBUL : KANDIA CAMARA PORTE LA VOIX DE LA PAIX ET DE L'INNOVATION

Réunis à Istanbul pour la 152e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), les parlementaires du monde entier planchent sur les défis de la justice et de la paix. Le jeudi 16 avril 2026, la Côte d'Ivoire, représentée par une délégation de haut niveau, conduit par Patrick Achi, président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, et Kandia Camara, présidente du Sénat ivoirien, a marqué les esprits par un plaidoyer axé sur l'action concrète et l'éthique technologique. A Istanbul, la Côte d'Ivoire a réaffirmé son leadership diplomatique. Au cœur des débats de cette session printanière de l'UIP, le thème « Cultiver l'espoir, consolider la paix et assurer la justice pour les générations futures » a trouvé un écho particulier dans le discours de Kandia Camara. S'exprimant au nom du Parlement ivoirien, la présidente du Sénat a partagé l'expérience d'une nation qui a su transformer ses épreuves en piliers de stabilité.

Fraternité-Matin

PAIX ET SÉCURITÉ : L'ÉTAT IVOIRIEN RENFORCE SA STRATÉGIE AVEC SES PARTENAIRES

La Primature, au Plateau, a abrité, hier, la 9^e session du Dialogue de partenariat entre la République de Côte d'Ivoire et l'Union européenne (Ue). Elle était prévue par l'article 3 de l'Accord de Samoa signé le 15 novembre 2023, qui établit le nouveau cadre du partenariat entre l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Oeacp) et l'Ue. Aux côtés du Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, qui a ouvert les travaux, figuraient plusieurs membres du gouvernement et des diplomates. Notamment la ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nialé Kaba et l'ambassadeur de l'Ue en Côte d'Ivoire, Ir-chad Razaaly. Nialé Kaba et Irchad Razaaly ont réaffirmé leur volonté de renforcer davantage ce partenariat stratégique, au service d'une croissance durable, inclusive et créatrice d'opportunités.

9E SESSION DU DIALOGUE DE PARTENARIAT CÔTE D'IVOIRE - UNION EUROPÉENNE : ABIDJAN ET BRUXELLES RESSERRENT LEUR ALLIANCE SUR LA SÉCURITÉ

Réunis, le jeudi 16 avril 2026, à l'auditorium de la Primature, le gouvernement ivoirien et l'Union européenne (Ue) ont acté une nouvelle étape de leur coopération. La 9^e session du dialogue de partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (Ue) a débouché sur des engagements renforcés. Sécurité, lutte contre l'extrémisme violent, réforme minière, investissements durables et droits de l'Homme ont dominé les échanges, avec à la clé la promesse d'un dialogue formel défense-sécurité et d'une mobilisation accrue de l'initiative Global Gateway. C'est dans un climat de « confiance et de respect mutuel » que s'est tenue la réunion. Elle est désormais un rendez-vous encadré par l'accord de Samoa, signé en novembre 2023, qui redéfinit les relations entre l'Ue et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. La cérémonie a été ouverte par le Premier ministre, Robert Beugré Mambé.

PARIS/ APRÈS SA RENCONTRE AVEC SON HOMOLOGUE FRANÇAISE : TÉNÉ BIRAHIMA S'ENGAGE À POURSUIVRE LA TRANSFORMATION DES ARMÉES

Hier, jeudi 16 avril 2026, à Paris, en marge de la réunion du G7++Groupe des amis du Golfe de Guinée (Fogg), le Vice-Premier ministre, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, a eu une fructueuse séance de travail avec son homologue française, Catherine Vautrin, ministre des Armées et des anciens combattants. Au cours de cette rencontre, Téné Birahima Ouattara et Catherine Vautrin se sont félicités de l'excellence et de la qualité de la coopération militaire entre leurs deux pays. Ils ont abordé tous les sujets en cours de développement, notamment en ce qui concerne la gestion du terrorisme, le contrôle de l'espace maritime, etc. Face aux défis sécuritaires nouveaux, le Vice-Premier ministre, ministre de la Défense a réitéré son engagement à poursuivre, sous le leadership du Président de la République, Chef suprême des Armées, l'œuvre de transformation des Forces armées de Côte d'Ivoire encours, en s'enrichissant de la coopération avec l'armée française.

COMMUNAUTÉS AFRICAINES VIVANT EN CÔTE D'IVOIRE : UN ATELIER DE VALIDATION D'UNE CARTOGRAPHIE EN COURS

Le Bureau Ivoirien pour la Promotion de l'Intégration Africaine (BIPIA), du ministère délégué chargé de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur a organisé un atelier de validation de termes de référence (TDR) du projet de cartographie des communautés africaines vivant en Côte d'Ivoire ». Le jeudi 16 avril 2026, au cabinet dudit ministère dirigé par Adama Dosso. Cet atelier a réuni, outre des membres du parlement, des experts membres des institutions étatiques et des représentants de la société civile. Bogui Blaise, conseiller technique représentant le ministre, a relevé que l'Afrique ne se construira pas dans les discours, mais dans des actions concrètes, structurées et durables.

Economie 

RÉUNION DE PRINTEMPS FMI-BANQUE MONDIALE/ INITIATIVE WATER FORWARD : LA CÔTE D'IVOIRE PRÉSENTE SON PACTE NATIONAL POUR L'EAU QUI VA MOBILISER

plus de 4 000 milliards de FCFA Le ministre du Plan et du Développement, Souleymane Diarrassouba, a remis à Ajay Banga, président du Groupe de la Banque mondiale, le document officiel du Pacte national pour l'eau de la Côte d'Ivoire. C'était, selon nos sources, le mercredi 15 avril 2026, à Washington aux Etats-Unis d'Amérique (Usa), aux Réunions de printemps dudit Groupe, en présence du Secrétaire général (Sg) des Nations unies, Antonio Guterres ; de Premiers ministres ; de représentants du secteur privé mondial ; et du riche homme d'affaires nigérian Aliko Dangoté, au titre du secteur privé africain. Le Pacte prévoit la mobilisation de 7,5 milliards de dollars (environ 4 174 064 250 000 de F Cfa), dont plus d'un milliard de capitaux privés, et la transformation du secteur afin de garantir sa viabilité financière et son accès aux marchés de capitaux. La session était consacrée à l'initiative Water forward, visant à garantir la



AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES : LES ORIENTATIONS DE MARIATOU KONÉ AUX DIRIGEANTS SOCIAUX

« État des lieux et perspectives sur la gestion du portefeuille de l'État ». C'est autour de ce thème que les dirigeants sociaux des entreprises publiques et des agences d'exécution ont échangé, hier jeudi 16 avril 2026, au cours d'une cérémonie organisée à l'Ivotel, à Abidjan-Plateau. Ouvrant les travaux, la ministre du Portefeuille de l'État et des Entreprises publiques, Mariatou Koné, a salué cette initiative qui, a-t-elle indiqué, s'inscrit dans la vision du Président de la République, Alassane Ouattara, lequel accorde une importance particulière à la performance des secteurs stratégiques de l'économie ivoirienne. Toutefois, la ministre a relevé qu'en dépit des avancées enregistrées, les progrès en matière de gouvernance et de performance des entreprises publiques demeurent hétérogènes.



BAFING, WORODOUGOU ET LE BÉRÉ : LA DDCM INTENSIFIE LE CONTRÔLE DES BIENS DE L'ÉTAT

Dans le cadre de la politique de rationalisation des dépenses publiques et de l'utilisation efficace des biens de l'État, la Direction des Dépenses Centralisées de l'État et de la Comptabilité des Matières (DDCM) mène une vaste mission de recensement et de contrôle dans les régions de Bafing, du Worodougou et du Béré. Placée sous les orientations du directeur général du Budget et des Finances, Traoré Seydou, cette opération est conduite par la DDCM, dirigée par M. Koné Bassidi. Elle s'inscrit dans le Plan d'actions stratégique du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget et se déroule du 13 avril au 17 juin 2026. L'objectif de cette mission est de renforcer la gestion rationnelle du patrimoine public à travers le recensement des biens mobiliers de l'État, le contrôle des abonnements d'eau et d'électricité ainsi que la mise à jour des bases de données nationales.



ASSEMBLÉE NATIONALE / RÉFORME DES PME : LE MINISTRE KHALIL KONATÉ OBTIENT LE SOUTIEN DE LA CAEF

L'écosystème entrepreneurial ivoirien s'apprête à connaître une transformation profonde, avec l'adoption par la Commission des affaires économiques et financières (Caef) hier, de 2 projets de loi relatifs à l'Orientation de la politique nationale des Pme et des ETI, et la ratification de l'ordonnance sur le GUDE-PME. Sous l'égide du ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Ibrahim Khalil Konaté, ces réformes visent à renforcer le cadre législatif des PME et des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI), tout en consolidant le rôle du Guichet Unique de Développement des Petites et moyennes entreprises (GUDE-PME). Le premier texte, consacré à l'orientation de la politique nationale, s'attaque aux racines des difficultés qui freinent encore l'essor des entrepreneurs locaux. Le second volet de cette séance portait sur la ratification de l'ordonnance relative au GUDE-PME, un outil central dans la stratégie de transformation structurelle de l'économie.



ABOISSO/ LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE : DR BAH-KONÉ DIDICE SATISFAITE DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS ENREGISTRÉS DANS LE SUD-COMOÉ

Le dispositif de lutte contre la vie chère mis en place par le gouvernement montre des résultats encourageants dans le Sud-Comoé, où une réunion d'évaluation s'est tenue le 16 avril 2026 à Aboisso. Les acteurs impliqués dans la lutte contre la vie chère, notamment les représentants des ministères techniques et fédérations de consommateurs ont ainsi évalué les actions menées dans la région du Sud-Comoé. La secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre la vie chère (CNLVC), Dr Ranie-Didice Bah-Koné, a salué l'efficacité des comités locaux, mis en place pour rapprocher l'action gouvernementale des populations. « Ces comités sont des relais essentiels en région. Ils permettent de faire le bilan des

actions, d'évaluer l'application des mesures et de recueillir les préoccupations des populations », a-t-elle indiqué. Se disant satisfaite du travail abattu à Aboisso, elle a souligné que les actions de sensibilisation, de contrôle et d'information sont effectivement menées sur le terrain.



MODERNISATION DU PORT D'ABIDJAN : DE NOUVEAUX MOYENS DE TRANSPORT INTRODUIITS DANS LA CIRCULATION DES MARCHANDISES

Dans le cadre de la stratégie de renforcement de la compétitivité du Port auto-nome d'Abidjan, le Conseil des ministres, réuni le mercredi 15 avril 2026, a décidé d'introduire le transport par barges dans les eaux portuaires. Ce système fluvial de transport de conteneurs permettra de décongestionner durablement la zone portuaire et de fluidifier le trafic routier à l'échelle du district d'Abidjan, a annoncé le porte-parole du gouvernement, le ministre de la Communication, Amadou Coulibaly. Cette décision a été prise au titre du ministère des Infrastructures et de l'Entretien routier, en liaison avec le ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, le ministère des Transports et des Affaires maritimes ainsi que le ministère de l'Urbanisme, du Logement et du Cadre de vie. Le porte-parole du gouvernement a également annoncé la création de zones logistiques dédiées et la définition d'itinéraires précis pour les camions poids lourds. Grâce à ces nouvelles infrastructures et à cette réorganisation du trafic, ces véhicules ne seront plus autorisés à traverser la ville d'Abidjan.



PONT DE VRIDI : COMMENT L'OUVRAGE VA ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Véritable colonne vertébrale de la mobilité dans le Grand Abidjan, le pont de Vridi s'inscrit comme une infrastructure clé du projet de l'Y4. Ce futur ouvrage stratégique jouera un rôle majeur dans la liaison entre Jacquerville et Port-Bouët, deux zones à fort potentiel économique et urbain. En facilitant les déplacements, il contribuera à désengorger les axes actuels tout en ouvrant de nouvelles perspectives de développement. La section de l'Y4 reliant Jacquerville à Port-Bouët longera les côtes de Yopougon avant d'atteindre la zone de Vridi. Selon le tracé officiel, cette voie de contournement traversera le canal de Vridi, rendant indispensable la construction d'un pont moderne et adapté aux flux croissants de circulation. Ce choix technique permettra d'assurer une continuité fluide du trafic. Une fois cet ouvrage réalisé, relier Jacquerville à Port-Bouët se fera en un temps record. Cette nouvelle configuration offrira une alternative efficace aux routes existantes, réduisant considérablement les temps de trajet et améliorant la connectivité entre les communes.

Société ↪



AUDIENCE : L'AIMLHONM OFFICIELLEMENT PRÉSENTÉE À LA PREMIÈRE DAME

La Première Dame, Dominique Ouattara, a accordé, hier jeudi 16 avril 2026, une audience aux membres de l'Association ivoirienne des médaillés de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite français (Aimlhom), à ses bureaux de Cocody. La rencontre a enregistré la participation de Danièle Boni Claverie, présidente de l'Aimlhom. Cette rencontre avait pour objectif la présentation officielle de l'Association dans ses missions et ses objectifs. Elle a permis également de partager les ambitions de l'Association, notamment en faveur de la jeunesse ivoirienne. La délégation a, en outre, sollicité l'adhésion de la Première Dame en qualité de membre d'honneur, ainsi que son parrainage pour la toute première activité de l'Association, prévue le 11 mai 2026. Une sollicitation à laquelle, la Première Dame, a marqué son accord.

FONCTION PUBLIQUE/ RÉFORMES, PERFORMANCES... : ANNE OULOTO-LAMIZANA CONVAINC LE CESEC

La ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto-Lamizana, a animé une conférence, hier jeudi 16 avril 2026. C'était au Conseil économique, social, environnemental et culturel (Cesec), au Plateau, sous le thème : « Réformes structurelles et performance de la Fonction publique en Côte d'Ivoire : enjeux, défis et perspectives ». D'entrée, elle a défini la Fonction publique comme étant l'État en action, un instrument stratégique de mise en œuvre des priorités gouvernementales. « C'est la Fonction publique qui rend l'État visible dans la vie quotidienne de chaque Ivoirien, c'est l'instrument opérationnel des politiques publiques à travers les écoles, les hôpitaux, la justice, etc. », a-t-elle confié. Tout en garantissant que « réformer la Fonction publique, c'est donc réformer l'État dans sa capacité à formuler des politiques publiques, dans sa capacité à transformer la société ».

CONFÉRENCE PUBLIQUE AU CESEC : CAP SUR UNE NOUVELLE TRÊVE SOCIALE EN 2027

Au Cesec, hier, la ministre d'État a également évoqué un sujet crucial qui intéresse à plus d'un titre le monde syndical de la Fonction publique. « Je voudrais rappeler également que nous avons parlé du dialogue social comme nouveau paradigme de gestion des relations entre le gouvernement et les syndicats ». Elle a annoncé, dans la foulée, un nouveau cycle de dialogue avec les syndicats de la Fonction publique, compte tenu des résultats probants de la trêve signée en 2022 et qui prend fin en 2027. Anne Ouloto s'est réjouie des accalmies qui ont permis aux fonctionnaires et agents de l'État et au gouvernement de bénéficier de retombées indéniables. Ces différentes trêves ont permis au gouvernement de travailler « en toute quiétude, dans un climat social totalement apaisé ».

APRÈS SIX ANNÉES D'EXERCICE : LE CONSEIL D'ÉTAT FAIT LE POINT ET TRACE SES PERSPECTIVES

Six ans après son installation effective, le Conseil d'État de Côte d'Ivoire marque une pause stratégique. Sous la présidence du magistrat hors hiérarchie Yao Kouakou Patrice, le Conseil d'État s'est retiré pour un séminaire de réflexion profonde autour du thème : « Le Conseil d'État : Bilan, perspectives et consolidation des acquis ». Réunis à Grand-Bassam du 15 au 18 avril 2026, magistrats, greffiers et personnels administratifs travaillent à évaluer le chemin parcouru et à définir les nouvelles orientations de la haute juridiction administrative. En ouvrant les travaux, hier jeudi 16 avril, le président de l'institution a rappelé que, dès juillet 2019, un premier séminaire avait permis aux membres de s'approprier la loi régissant le Conseil d'État. Six années plus tard, l'heure est à l'évaluation critique. « Toute activité étant susceptible d'amélioration, il apparaît indiqué de faire un bilan pour apprécier les acquis, corriger les insuffisances et se projeter dans l'avenir », a-t-il souligné.

RENFORCEMENT DES SERVICES DE GARDE DE LA PETITE ENFANCE : NASSÉNÉBA TOURÉ APPELLE À UNE SYNERGIE DES ACTEURS

Le top départ de la 5e édition de la Semaine nationale de la petite enfance (Senape) a été donné par la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Nassénéba Touré. L'évènement, dont le lancement a eu lieu le 14 avril, au Plateau, met en lumière la nécessité de renforcer et de multiplier les structures dédiées à la garde des enfants, afin de leur offrir un environnement sûr, stimulant et protecteur. Raison pourquoi Nassénéba Touré a lancé un appel à la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés. Elle a souligné que les services de garde d'enfants occupent une place essentielle dans le processus de croissance et d'épanouissement des tout-petits.

LUTTE CONTRE LE PALUDISME : LA CÔTE D'IVOIRE ADOPTE UNE STRATÉGIE PLUS CORSÉE

La Côte d'Ivoire s'est dotée d'un nouveau plan stratégique d'élimination du paludisme 2026-2030... Ce plan qui est la boussole de la lutte contre le paludisme pour les 5 prochaines années, est un plan stratifié, c'est-à-dire qui décrit les interventions de bases identiques sur l'ensemble des 113 districts sanitaires du pays et précise des interventions spécifiques adaptées aux besoins de chaque district ». Ces propos ont été tenus hier, par Dr Tanoh Méa, directeur du Programme national de lutte contre le paludisme (Pnlp). C'était à l'occasion d'une conférence de presse organisée en prélude à la commémoration de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme prévue le 25 avril. À en croire le conférencier, ce plan stratégique, qui fixe un cadre clair pour l'atteinte de l'objectif d'élimination du paludisme en Côte d'Ivoire, traduit l'engagement du gouvernement ivoirien à y parvenir. Car il s'agit de repenser la lutte en différenciant les interventions.

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE : LA CÔTE D'IVOIRE ET L'ESPAGNE SIGNENT UN NOUVEL ACCORD

La Côte d'Ivoire et l'Espagne poursuivent leur collaboration dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Le Fonds pour la science, la technologie et l'innovation (FONSTI) et le Centre pour le développement technologique et l'innovation (CDTDI) ont signé, le mercredi 15 avril 2026 à Abidjan, une nouvelle convention de coopération scientifique et technologique. Cet accord s'inscrit dans la continuité du premier partenariat établi en 2023 et vise à intensifier les échanges entre chercheurs et entreprises des deux pays dans des secteurs clés tels que la santé publique et l'agriculture. Directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Djimbala Diakitè s'est félicité de ce partenariat gagnant-gagnant dans le domaine de la recherche scientifique entre le royaume espagnol et la Côte d'Ivoire. Un partenariat qui met en lumière une réalité désormais établie, celle d'une recherche scientifique qui ne peut atteindre sa pleine efficacité qu'en s'inscrivant dans les dynamiques de coopération, d'ouverture et de complémentaire.

ÉDUCATION NATIONALE : LES EXAMENS À GRAND TIRAGE SESSION 2026 DÉMARRENT LE 18 MAI

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique a rendu public, le jeudi 16 avril 2026, le calendrier des examens scolaires de la session 2026, informe la page Facebook dudit ministère. Ces examens à grand tirage débiteront par les épreuves écrites du CEPE, le lundi 18 mai prochain. La proclamation des résultats est prévue pour le lundi 1er juin 2026. En ce qui concerne le Brevet d'études du premier cycle (Bepc), les épreuves orales et pratiques auront lieu du mercredi 20 au samedi 23 mai 2026. Mais avant, les EPS se dérouleront du lundi 13 au vendredi 24 avril 2026. Quant aux épreuves écrites, elles sont prévues du mardi 26 au vendredi 29 mai 2026. A ce niveau, les résultats seront proclamés le mardi 16 juin 2026. Les épreuves orales du Bac général se tiendront du mardi 02 au samedi 13 juin 2026, après que les candidats aient affronté les épreuves physiques et sportives, du lundi 27 avril au vendredi 08 mai 2026. Les épreuves écrites sont prévues pour se tenir du lundi 15 au vendredi 19 juin 2026. Les résultats seront connus le lundi 06 juillet 2026.

SALON NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : LE MINISTÈRE VEUT CONNECTER LES TALENTS AUX OPPORTUNITÉS

Le Salon national de l'enseignement technique (SNET) a été officiellement lancé le mardi 14 avril 2026 par le ministère délégué chargé de l'Enseignement Technique. Ce Salon est un rendez-vous stratégique annuel dédié à la valorisation des filières et métiers techniques ainsi qu'à la promotion des compétences de demain. C'est le Lycée Technique d'Abidjan-Cocody, qui va accueillir ce Salon, le samedi 25 avril 2026. Ça sera l'occasion pour les populations ivoiriennes de faire une immersion au cœur des métiers techniques, de l'innovation et des compétences de demain. La première édition de ces assises est placée sous le thème : "L'Enseignement technique, levier de l'industrialisation de la Côte d'Ivoire".

FINANCE VERTE : LA CÔTE D'IVOIRE OPÉRATIONNALISE SA TAXONOMIE

La Côte d'Ivoire renforce son dispositif de gouvernance climatique. L'Unité de Travail chargée du Suivi de la Taxonomie et de la Divulgateur (UTSTD) a lancé ses activités, le jeudi 9 avril 2026 à Abidjan, à travers un atelier inaugural prévu sur deux jours à Abidjan. Initiée au sein de la Commission nationale de lutte contre les changements climatiques (CNLCC), cette rencontre vise à rendre opérationnel le dispositif national de taxonomie, en traduisant les engagements climatiques du pays en actions concrètes et mesurables. Représentant le ministère de l'Environnement, la directrice de la CNLCC, Patricia Adiko, a indiqué que cet atelier permettra de « structurer et harmoniser les approches en matière de taxonomie verte », tout en renforçant la transparence à travers la divulgation des informations climatiques.

COHÉSION SOCIALE : LES AGENTS ENQUÊTEURS DE L'INSCS DÉPLOYÉS SUR LE TERRAIN APRÈS UNE FORMATION INTENSIVE

Après quatre jours de formation intensive, les agents enquêteurs engagés dans la troisième édition de l'étude sur l'Indice national de solidarité et de cohésion sociale (Inscs) ont été officiellement mis en mission, le jeudi 16 avril 2026, à Cocody. Cette étape marque le lancement de la phase pratique de cette opération placée sous l'autorité de la ministre de la Cohésion sociale, de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté, Logbo Myss Belmonde Dogo. S'adressant aux participants, la ministre a salué la qualité de la formation dispensée ainsi que l'engagement des différents acteurs impliqués. Elle s'est particulièrement réjouie de l'implication des agents enquêteurs, dont elle a reconnu la préparation rigoureuse à travers des exercices pratiques, des simulations et des échanges. « Vous êtes au cœur de cette opération », a-t-elle indiqué, soulignant que la fiabilité des données collectées conditionnera les décisions gouvernementales en matière d'action sociale et de cohésion nationale.

TRANSPORT : LE CNTIG MODERNISE LA GESTION DES DONNÉES AU SEIN DE L'OFT

Un nouveau cap dans la modernisation de son système de gestion des données. Avec la restitution officielle du Système de Traitement et d'Analyse de Données Statistiques (STAD par le GNTIG), l'Observatoire de la Fluidité des Transports (OFT) se dote d'un outil puissant pour collecter, analyser et exploiter des données fiables, au service d'une mobilité plus fluide et d'une gouvernance plus transparente. La cérémonie de remise officielle du STAD-OFT a eu lieu le mercredi 15 avril 2026, en présence du directeur général du CNTIG (Comité national de télédétection et d'informations géographiques) Dr Édouard Fonh-Gbei, et du secrétaire général de l'OFT, Dr Kouyaté Mohamed Djemandjan. Le STAD-OFT représente une avancée majeure dans la digitalisation du secteur des transports. Il offre une plateforme intégrée capable de centraliser les données, de produire des indicateurs de performance et de générer des tableaux de bord dynamiques.

SANTÉ MATERNELLE NEOTALE ET INFANTILE : DEUX UNITÉS DE SOINS MÈRE KANGOUROU INAUGURÉES À BODO ET TIASSALÉ

Le ministère de la Santé de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, à travers le Programme national de santé de la mère et de l'enfant (PNSME), avec l'appui technique et financier du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), a procédé, hier, jeudi 16 avril, à Bodo à N'Douci, à l'inauguration de deux unités de soins mère Kangourou (SMK) des hôpitaux Saint Jean-Baptiste de Bodo et l'établissement public hospitalier du département de Tiassalé couplée à la remise d'un stock de médicaments essentiels pour la gestion des saignements après accouchement (hémorragie du post-partum). Représentant Pierre Dimba, ministre de la Santé, Soro Kountélé Gona, directeur de cabinet adjoint, a indiqué que la problématique de la santé infantile demeure mondiale avec un impact prononcé dans les pays africains.

INSTITUT NATIONAL DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE : LE NOUVEAU CERTIFICAT DE VACCINATION DÉSORMAIS DISPONIBLE

C'est à l'Institut national de l'hygiène publique (INHP) que s'est tenu, le mercredi 15 avril 2026 le lancement officiel du nouveau carnet de vaccination internationale. Toujours de couleur jaune, le nouveau carnet de vaccination internationale est conçu de façon plus sécurisée et infalsifiable. Il permet également de suivre la traçabilité des vaccins. Selon Soro Kountelegona, directeur de Cabinet adjoint du ministre de la Santé, de l'hygiène publique et de la couverture maladie universelle, ce renouvellement vise à moderniser les outils de prévention sanitaire, et à répondre aux menaces sanitaires tout en respectant les normes internationales.

SÛRETÉ ET SÉCURITÉ NUCLÉAIRE : PR GEORGES MONNEHAN (DG ARSN) LÈVE LE VOILE SUR LES INITIATIVES POUR LA PROTECTION DES POPULATIONS

Le Directeur général de l'Autorité de Radioprotection de sûreté et de sécurité nucléaire (ARSN) s'est prononcé, hier jeudi 16 avril, sur les enjeux de la sécurité nucléaire, à un déjeuner de presse au siège de l'ARSN, sis à Cocody-Faya. Face aux professionnels des médias, il a évoqué les actions déployées par l'institution pour assurer la protection des Ivoiriens face à la menace nucléaire. Georges Alain a surtout présenté les projets à venir qui vont permettre de renforcer la sécurité.

AFRICAN CIO AWARDS 2026 : LE PRIX « IA FOR GOOD AND SUSTAINABILITY » À LA CÔTE D'IVOIRE

En marge du GITEX 2026, l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT), une structure étatique, a été distinguée aux African CIO Awards 2026, en remportant le Prix « IA for good and sustainability ». Cette distinction récompense deux solutions d'intelligence artificielle conçues pour produire un impact concret : Julàba, une plateforme d'accès aux services par la voix et en langues locales destinée aux commerçantes, et Cockpit, un outil de pilotage fondé sur les données du terrain pour éclairer la décision publique. Pour Patrick Somet Directeur de la Transformation Digitale et de l'Innovation à l'ANSUT et porteur de la candidature, « cette distinction renforce notre conviction que l'innovation technologique, lorsqu'elle est pensée pour nos réalités africaines et orientée vers l'impact, peut devenir un puissant levier de transformation au service de l'intérêt général ». L'édition 2026 du African CIO Awards avait pour thème : « Alignement stratégique à l'ère de l'intelligence artificielle ».

FIN DE L'IMPLANTATION ET L'EXPLOITATION DES WC ET PISCINES "WOUYA WOUYA" : LES ATTENTES SE TOURNENT DÉSORMAIS VERS L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Par décret, il est désormais établi que l'implantation et l'exploitation de cabinets d'aisance (WC) ou d'urinoirs, qu'ils soient situés sur des espaces publics ou privés, sont soumises à une autorisation préalable du ministère en charge de l'Hygiène publique. Un autre texte fixe les normes relatives aux piscines et eaux de baignade sur l'ensemble du territoire national, qu'elles soient publiques ou privées, et quel que soit leur usage (récréatif, sportif ou thérapeutique), afin d'assurer la sécurité des usagers. Il précise également les exigences en matière de conception, de filtration et de traitement de l'eau, les dispositifs de sécurité et d'hygiène, ainsi que les sanctions prévues en cas de non-respect. Cette annonce a été faite par le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, à l'issue du Conseil des ministres tenu le mercredi 15 avril 2026 au Palais présidentiel d'Abidjan-Plateau. À la suite de cette décision, il incombe au gouvernement de veiller à une application stricte des mesures adoptées.

En visite, le mardi 14 avril 2026, au Marché des Arts du Spectacle Africain au Palais de la Culture de Treichville, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a exhorté les artistes africains à mieux valoriser leurs créations. Aux côtés de la ministre de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, il a insisté sur la nécessité pour les Africains de s'approprier leur récit culturel. « Si nous ne valorisons pas nous-mêmes nos œuvres, personne ne le fera à notre place », a-t-il déclaré, rappelant l'importance du Salon International du Contenu Audiovisuel, dont la prochaine édition est prévue en novembre.

JOURNÉE MONDIALE DU LOISIR 2026 / SIANDOU FOFANA : « CE SECTEUR CONSTITUE UN VÉRITABLE LEVIER DE TRANSFORMATION SOCIALE »

Le monde entier a célébré hier jeudi 16 avril 2026 la Journée mondiale du Loisir. La Côte d'Ivoire n'a pas été en marge de cette célébration. Dans une déclaration dont nous avons reçu copie, Siandou Fofana, ministre du Tourisme et des Loisirs, a réaffirmé l'importance de ce secteur dans la transformation sociale. Il a insisté sur la portée citoyenne et économique des activités de loisirs. « Les loisirs constituent aujourd'hui un véritable levier de transformation sociale », a-t-il laissé entendre. Un secteur qui, selon le premier responsable du tourisme et des loisirs en Côte d'Ivoire, contribue à l'éducation des jeunes, à l'inclusion sociale et à la valorisation du patrimoine culturel, tout en générant des opportunités économiques.

ÉTABLISSEMENTS DE TOURISME ET LOISIRS : IMMERSION INÉDITE DES ÉLÈVES AU CŒUR DU TOURISME IVOIRIEN

Le secteur du tourisme ivoirien franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de développement. Le 15 avril, la Chambre de commerce et d'industrie d'Abidjan (Cci-CI) a abrité le lancement de la première édition du Programme d'immersion des élèves dans les établissements touristiques et hôteliers (Pieeth), une initiative novatrice destinée à former la nouvelle génération aux métiers du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration. Porté par le ministère du Tourisme et des Loisirs, sous l'impulsion du ministre Siandou Fofana, ce programme s'inscrit dans la dynamique de la stratégie nationale « Sublime Côte d'Ivoire », qui ambitionne de faire du pays une destination touristique de référence en Afrique. Représentant le ministre, le directeur de cabinet, Andi Leal Daniel, a souligné l'importance stratégique du secteur touristique. Il a rappelé qu'il représente environ 10% du Pib mondial et des emplois à l'échelle internationale. Il a exhorté les élèves à saisir cette opportunité pour découvrir concrètement les réalités du monde professionnel et affiner leur orientation.

BASKETBALL-RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DE FIBA AFRIQUE À ABIDJAN : ADJÉ SILAS METCH RÉAFFIRME L'ENGAGEMENT DE L'ÉTAT IVOIRIEN

Abidjan avait revêtu ses habits de capitale du basketball africain. Avant même l'ouverture officielle de la réunion du bureau central de FIBA Afrique, la délégation conduite par Anibal Manave, président de l'instance continentale, avait été reçue en audience par le vice-président de la République, Tiémoko Meyliet Koné. Un signal fort, celui d'un État qui ne ménage pas ses égards envers une institution dont l'influence sur le sport africain est considérable. C'est dans cet élan que s'est tenue, ce mercredi 15 avril 2026, la réunion du bureau central de FIBA Afrique. Une rencontre stratégique à laquelle a pris part le ministre des Sports, Adjé Silas Metch, venu porter la voix de la Côte d'Ivoire et traduire en actes une volonté politique affichée au plus haut niveau de l'État. Dans son allocution, le ministre a réitéré la disponibilité totale de son département à accompagner les projets de la FIBA en Côte d'Ivoire.

Reçu en audience par le ministre des Sports, Adjé Silas Metch, le président de la Fédération ivoirienne de cyclisme, Dr Allah Kouamé, par ailleurs président de la Confédération Africaine de Cyclisme, a informé le ministre de la tenue du congrès de l'instance continentale, prévu du 25 au 26 avril 2026 à Abidjan. Le président de l'Union Cycliste Internationale (UCI), David Lappartient, est attendu à Abidjan le 24 avril 2026 pour prendre part à ce congrès.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



+225 07 87 36 36 36

101 Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 🖱️

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.

